

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 26/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRIQUETERIE CHIMOT SA (carrière 2)

162 route de Saint Saulve
59770 Marly

Références : 2024-V3-0233
Code AIOT : 0003801219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2024 dans l'établissement BRIQUETERIE CHIMOT SA (carrière 2) implanté Lieu-dit « Les Dix Huit » 59770 Marly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cessation d'activité de la briqueterie Chimot

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIQUETERIE CHIMOT SA (carrière 2)
- Lieu-dit Les Dix Huit 59770 Marly
- Code AIOT : 0003801219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL Briqueterie Chimot, établie au 162 rue de Saint-Saulve, 59770 Marly, est autorisée par un arrêté préfectoral daté du 1er décembre 2017 à exploiter la carrière Chimot n°2 de limons au lieu-dit "Les Dix-Huit" à Marly.

L'autorisation s'applique aux installations suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

2510-1 : Exploitation de carrière, sauf celles mentionnées aux points 5 et 6. Il s'agit d'une carrière de limon couvrant une superficie autorisée de 2,33 hectares, avec une zone d'extraction de 2,05 hectares et une profondeur maximale de 3 mètres, à une cote minimale NGF de +40 m, avec une quantité totale de substance à extraire de 85 000 tonnes.

La capacité autorisée est de 8 500 tonnes annuellement.

La durée de l'autorisation est de 10 ans.

Les campagnes d'exploitation se déroulent du 1er mars au 31 octobre chaque année, avec des périodes de 3 à 4 jours, pour un total maximum de 12 jours.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 12.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les parcelles exploitées sont actuellement un champ de blé, où la topographie présente une légère dépression correspondant à l'ancienne zone d'extraction.

La remise en état respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er décembre 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 12.2
Thème(s) : Risques chroniques, remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, le remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation. Conformément aux dispositions de l'étude d'impact et des plans en annexe 2.1 à 2.5 la remise en état a pour objet d'aménager une zone cultivable telle qu'elle existait initialement, à une profondeur d'environ 3 m par rapport au terrain initial, par régallage en fond de carrière des terres de découverte à la fin de chaque campagne d'extraction. Ces terres sont également réglées sur les talus en limite du périmètre d'extraction. En cas de temps sec, les terres de découvertes seront arrosées avant mise en place. Le raccordement de cette zone cultivable avec le carreau résiduel sera établi en pente douce (2H/1V soit 30° maximum) pour permettre la circulation des véhicules agricoles.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant précise que la dernière campagne d'extraction a lieu durant la période autorisée, entre le 1er mars 2023 et le 31 octobre 2023. Elle implique le décapage des terres de couverture, stockées sur l'emprise ICPE pendant l'extraction des limons sur 0,80 m d'épaisseur. En prévision de la fermeture définitive de la briqueterie Chimot prévue pour le 31 décembre 2023, l'exploitant engage les opérations de remise en état de la carrière. Ainsi le fond de casier est configuré, et les terres de découverte sont réinstallées pour former un sol propice à l'agriculture.

Lors de l'inspection des parcelles exploitées, il est constaté qu'elles sont transformées en un champ de blé. La topographie révèle une légère dépression correspondant à l'ancienne zone d'extraction. L'inspection constate que la remise en état a été réalisé conformément à la prescription examinée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection attend de l'exploitant qu'il transmette le dossier de cessation de l'exploitation de la carrière Chimot n°2 dans un délai de 6 mois suivant la notification de la cessation d'activité

Type de suites proposées : Sans suite